

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/203624]

30 JUIN 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le statut des agents de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres de personnel contractuel et l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2013 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le statut des agents de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi et l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel et portant des dispositions transitoires en ce qui concerne les conditions d'accès aux emplois d'encadrement dans les métiers du conseil

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, l'article 2;

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, l'article 25, alinéa 1^{er}, remplacé par le décret du 13 mars 2003;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le statut des agents de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2013 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le statut des agents de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi et l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel et portant des dispositions transitoires en ce qui concerne les conditions d'accès aux emplois d'encadrement dans les métiers du conseil;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 21 mars 2016;

Vu le rapport du 8 avril 2016 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 14 avril 2016;

Vu le protocole de négociation syndicale n^o 698 du Comité de secteur XVI, conclu le 22 avril 2016;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 11 mai 2016;

Vu l'avis 59.433/4 du Conseil d'Etat, donné le 15 juin 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique et de la Ministre de l'Emploi et de la Formation;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 27/1, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le statut des agents de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010 et modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 25 avril 2013 et 2 avril 2015, les mots « pour une période limitée à six ans » sont remplacés par les mots « pour une période prenant fin à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté modifiant l'arrêté du 18 décembre 2003 portant le statut des agents de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi et portant des évolutions réglementaires visant notamment une plus grande harmonisation des régimes juridiques applicables à l'ensemble du personnel de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, et au plus tard, le 16 août 2019 ».

Art. 2. Dans l'article 6bis, § 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juillet 2010 et modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 25 avril 2013 et 2 avril 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 2, les mots « au 16 août 2016 » sont remplacés par les mots « à une durée prenant fin à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté modifiant l'arrêté du 18 décembre 2003 portant le statut des agents de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi et portant des évolutions réglementaires visant notamment une plus grande harmonisation des régimes juridiques applicables à l'ensemble du personnel de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, et au plus tard, le 16 août 2019 »;

2^o à l'alinéa 3, les mots « jusqu'au 16 août 2016 » sont remplacés par les mots « jusqu'à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté modifiant l'arrêté du 18 décembre 2003 portant le statut des agents de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi et portant des évolutions réglementaires visant notamment une plus grande harmonisation des régimes juridiques applicables à l'ensemble du personnel de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, et au plus tard jusqu'au 16 août 2019 ».

Art. 3. A l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2013 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le statut des agents de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi et l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel et portant des dispositions transitoires en ce qui concerne les conditions d'accès aux emplois d'encadrement dans les métiers du conseil, les mots « le 16 août 2016 » sont remplacés par les mots « à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté modifiant l'arrêté du 18 décembre 2003 portant le statut des agents de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi et portant des évolutions réglementaires visant notamment une plus grande harmonisation des régimes juridiques applicables à l'ensemble du personnel de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, et au plus tard, le 16 août 2019 ».

Art. 4. La Ministre de l'Emploi et la Formation et le Ministre de la Fonction publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 juin 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

C. LACROIX

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/203624]

30 JUNI 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende het statuut van de ambtenaren van de « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi » (Waalse Dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling), van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden van indienstneming van de contractuele personeelsleden van de « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi » en hun administratieve en geldelijke toestand en van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2013 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende het statuut van de ambtenaren van de « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi » en van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden en houdende overgangsbepalingen wat betreft de voorwaarden waaronder toegang verleend wordt tot de staffuncties in de adviesverlenende beroepen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, artikel 2;

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi », artikel 25, eerste lid, vervangen bij het decreet van 13 maart 2003;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende het statuut van de personeelsleden van de « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi »;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden van indienstneming van de contractuele personeelsleden en hun administratieve en geldelijke toestand;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2013 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende het statuut van de ambtenaren van de « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi » en van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden en houdende overgangsbepalingen wat betreft de voorwaarden waaronder toegang verleend wordt tot de staffuncties in de adviesverlenende beroepen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 21 maart 2016;

Gelet op het rapport van 8 april 2016 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 14 april 2016;

Gelet op het protocol nr. 698 betreffende de vakbondsonderhandeling binnen het Sectorcomité XVI, opgesteld op 22 april 2016;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi », gegeven op 11 mei 2016;

Gelet op het advies 59.433/4 van de Raad van State, gegeven op 15 juni 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken en van de Minister van Tewerkstelling en Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 27/1, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende het statuut van de ambtenaren van de « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi », ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010 en gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 25 april 2013 en 2 april 2015, worden de woorden « gedurende een periode van hoogstens zes jaar » vervangen door de woorden « voor een periode die eindigt op de datum van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende het statuut van de ambtenaren van de « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi » en regelgevende evoluties betreffende o.a. een grotere harmonisatie van de rechtsstelsels die toepasselijk zijn op het gezamenlijke personeel van de « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi », uiterlijk 16 augustus 2019 ».

Art. 2. In artikel 6bis, § 4, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden van indienstneming van de contractuele personeelsleden van de « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi » en hun administratieve en geldelijke toestand, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 juli 2010 en gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 25 april 2013 en 2 april 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden « 16 augustus 2016 » vervangen door de woorden « een periode die eindigt op de datum van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende het statuut van de ambtenaren van de « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi » en regelgevende evoluties betreffende o.a. een grotere harmonisatie van de rechtsstelsels die toepasselijk zijn op het gezamenlijke personeel van de « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi », uiterlijk 16 augustus 2019 »;

2° in het derde lid worden de woorden « tot 16 augustus 2016 » vervangen door de woorden « tot de datum van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende het statuut van de ambtenaren van de « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi » en regelgevende evoluties betreffende o.a. een grotere harmonisatie van de rechtsstelsels die toepasselijk zijn op het gezamenlijke personeel van de « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi », tot uiterlijk 16 augustus 2019 ».

Art. 3. In artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2013 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2013 houdende het statuut van de ambtenaren van de « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi » en van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden en houdende overgangsbepalingen wat betreft de voorwaarden waaronder toegang verleend wordt tot de staffuncties in de adviesverlenende beroepen worden de woorden « op 16 augustus 2016 » vervangen door de woorden « op de datum van inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende het statuut van de ambtenaren van de « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi » en regelgevende evoluties betreffende o.a. een grotere harmonisatie van de rechtsstelsels die toepasselijk zijn op het gezamenlijke personeel van de « Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi », uiterlijk 16 augustus 2019 ».

Art. 4. De Minister van Tewerkstelling en Vorming en de Minister van Ambtenarenzaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 juni 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

C. LACROIX

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2016/00419]

8 JUNI 2016. — Koninklijk besluit houdende hernieuwing van de leden van de Federale Politieraad

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, artikel 6;

Gelet op de Koninklijke besluiten van 28 december 2011 en 3 oktober 2012 tot aanwijzing van de leden van de Federale Politieraad;

Gelet op het gunstig advies van de Inspecteur-generaal van Financiën van 15 april 2016;

Op de voordracht van de Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken en de Minister van Justitie en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR ET SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2016/00419]

8 JUIN 2016. — Arrêté royal portant renouvellement des membres du Conseil fédéral de police

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, l'article 6;

Vu les arrêtés royaux des 28 décembre 2011 et 3 octobre 2012 portant désignation des membres du Conseil fédéral de police;

Vu l'avis favorable de l'Inspecteur général des Finances du 15 avril 2016;

Sur la proposition du Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur et du Ministre de la Justice et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,